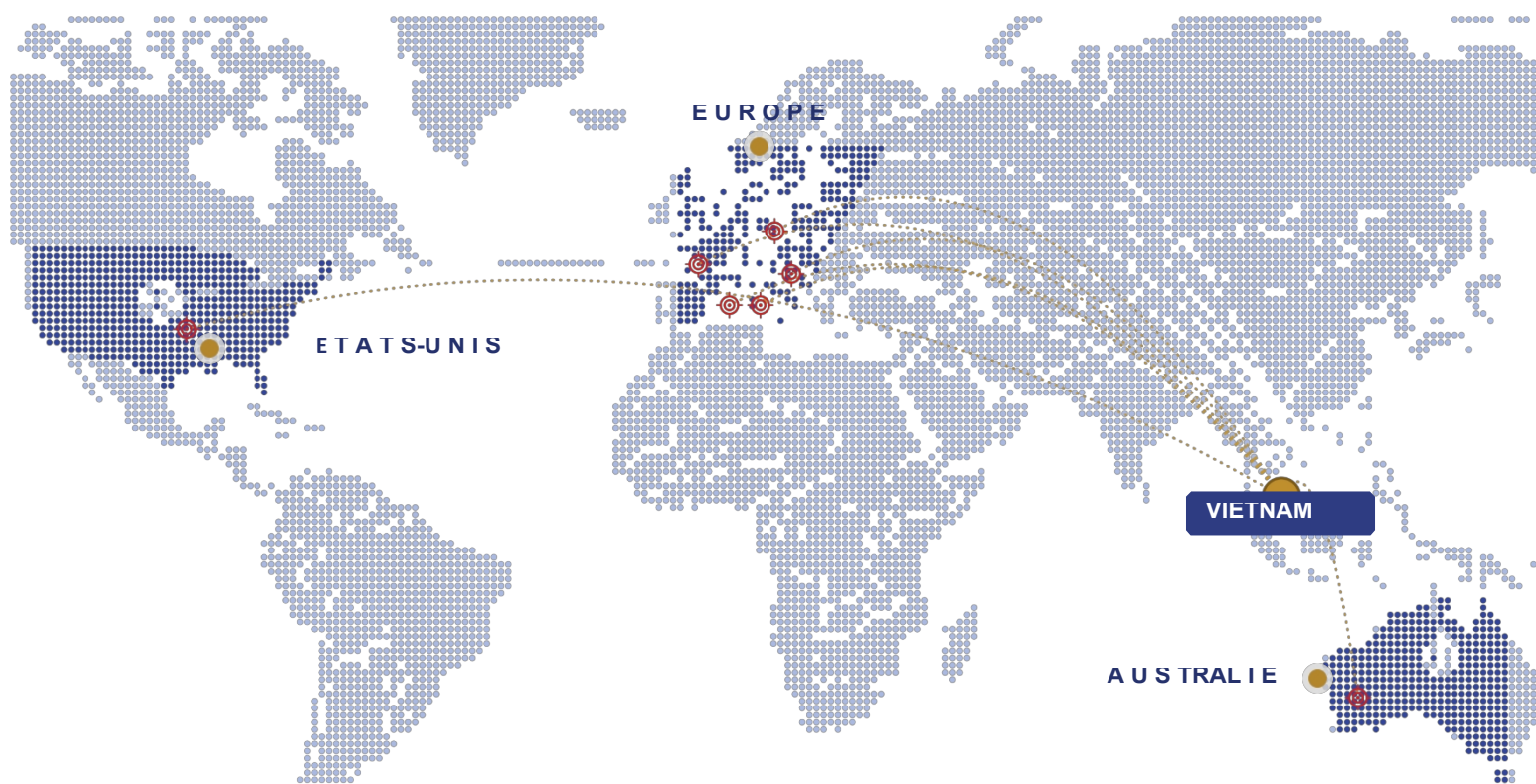


Juin 2026

LE LONG BRAS DE HANOÏ : LA RÉPRESSION TRANSNATIONALE DU GOUVERNEMENT VIETNAMIEN



EXIL ET PERSECUTION DOCUMENTES AUX ETATS-UNIS · ROYAUME-UNI ·
DANEMARK · ALLEMAGNE · FRANCE · SUISSE · AUSTRALIE



Viet Tan

Avec des membres au Vietnam et dans le monde entier, Viet Tan vise à instaurer la démocratie et à réformer le pays par des moyens pacifiques.

Sommaire

Un compte rendu documenté de la répression transnationale menée par le régime vietnamien contre les militants, les journalistes, les réfugiés et les membres de la diaspora vivant dans des États démocratiques.

01	Introduction	Dix formes de répression transnationale	03
02	Contexte sur le Vietnam	Un système autoritaire qui s'ouvre sur l'extérieur	05
03	Cas documentés	Treize victimes · aperçu et études de cas	07
04	Recommandations	À l'intention des gouvernements, des institutions et des plateformes	25
05	Sources	Références et documentation	27

10

formes distinctes de répression transnationale documentées

13

profils individuels de victimes sur trois continents

9

pays démocratiques où des représailles ont eu lieu

01

SECTION UN

Introduction

La répression ne se limite plus au territoire vietnamien. Sous le général To Lam, Hanoï cible de plus en plus les exilés politiques, les réfugiés et la diaspora dans les pays démocratiques.

01 · INTRODUCTION

Une nouvelle phase dans la stratégie de sécurité

Au cours des dernières années, les autorités vietnamiennes ont de plus en plus étendu leurs mécanismes de contrôle et de répression bien au-delà des frontières du pays.

Après avoir déclenché une vague de répression sans précédent contre les journalistes citoyens, les défenseurs des droits de l'homme et les voix dissidentes à l'intérieur du Vietnam, le régime communiste, sous la direction du général To Lam, intensifie ses actions contre les militants et les opposants vivant à l'étranger.

Cette évolution marque une nouvelle phase dans la stratégie de sécurité de Hanoï : la répression ne se limite plus au territoire vietnamien, mais vise de plus en plus les exilés politiques, les réfugiés, les blogueurs, les défenseurs des droits humains et les membres de la diaspora vietnamienne résidant dans des pays démocratiques.

Par le biais d'un large éventail de méthodes (intimidation, surveillance, cyberattaques, harcèlement administratif, pressions diplomatiques et représailles contre les membres de la famille), les autorités vietnamiennes cherchent à faire taire les voix critiques, à dissuader l'activisme politique en exil et à maintenir un climat de peur au sein des communautés vietnamiennes à l'étranger.

Ce document examine dix formes distinctes de répression transnationale menées par Hanoï. Chaque pratique est illustrée par des cas documentés, mettant en évidence l'ampleur, la sophistication et la nature évolutive des tactiques utilisées contre les personnes vivant hors du Vietnam.

« La répression ne se limite plus au territoire vietnamien. »

01 · INTRODUCTION

Dix formes de répression transnationale

S'appuyant sur des critères internationaux, ce rapport analyse dix catégories de répression transnationale perpétrée par le gouvernement vietnamien à l'encontre de personnes vivant hors de ses frontières.

01 Enlèvements, extraditions et menaces de mort

02 Menaces directes et surveillance à l'étranger

03 Menaces judiciaires : INTERPOL / affaires montées de toutes pièces
membres de la diaspora en visite au Vietnam

04 Harcèlement des

05 Harcèlement et sanctions à l'encontre de
la famille au
domicile

06 Menaces numériques : piratage, logiciels
espions, doxxing

07 Pressions exercées par les
ambassades, les fonctionnaires et
partisans

08 Refus et conditions imposées pour l'obtention
des passeports et
documents

09 Sabotage des procédures d'asile
procédures

10 Campagnes de dénigrement dans les médias
d'État et sur les réseaux sociaux

Cette analyse vise à contribuer à une meilleure compréhension des pratiques de répression transnationales du gouvernement vietnamien et de leurs conséquences sur les droits fondamentaux, la sécurité des exilés politiques et l'intégrité des espaces démocratiques dans les pays d'accueil.

02

SECTION DUI

Contexte sur le Vietnam

Derrière l'image d'une économie dynamique et en pleine croissance se cache un système autoritaire entièrement contrôlé par le Parti communiste vietnamien, ainsi qu'un appareil sécuritaire qui s'étend désormais au-delà de ses frontières.

02 · CONTEXTE SUR LE VIETNAM

Ouverture économique sans ouverture politique

Le Vietnam a connu une croissance économique rapide et une intégration croissante dans l'économie mondiale. Le pays attire d'importants investissements étrangers grâce à ses ressources abondantes, sa situation stratégique et une main-d'œuvre peu coûteuse et débrouillarde. Cependant, la libéralisation économique ne s'est pas accompagnée d'une véritable ouverture politique. Derrière l'image d'un pays dynamique se cache un système autoritaire entièrement contrôlé par le Parti communiste vietnamien (PCV), le seul parti politique autorisé à exister. Aucune opposition politique légale n'est tolérée, les élections ne sont ni libres ni ouvertes, et le pouvoir judiciaire reste subordonné aux intérêts du parti au pouvoir.

Le contraste est particulièrement frappant dans la sphère sociale. Sous le capitalisme d'État vietnamien, les travailleurs sont privés de leurs droits. Les syndicats indépendants sont interdits et les tentatives de syndicalisation sont réprimées. Les citoyens qui dénoncent la corruption, les expropriations forcées, les atteintes à l'environnement ou les violations des droits fondamentaux s'exposent à des arrestations arbitraires, à des campagnes de dénigrement et à de lourdes peines de prison.

Les blogueurs, les défenseurs des droits humains, les militants écologistes et les chefs religieux jugés critiques à l'égard du régime sont poursuivis en vertu de dispositions vagues du code pénal relatives à la « propagande anti-étatique » ou à l'« abus des libertés démocratiques ». Ces dernières années, les peines de prison infligées aux militants sont devenues de plus en plus sévères : alors que les dissidents étaient auparavant condamnés à quelques années, les autorités prononcent désormais régulièrement des peines de dix ans ou plus pour des activités pacifiques liées à la liberté d'expression ou d'association.

La répression s'est également étendue aux réseaux sociaux. Au Vietnam, le simple fait de partager, de commenter ou même de « liker » une publication critique à l'égard du régime peut entraîner une convocation par la police, des interrogatoires ou des poursuites pénales. Les autorités surveillent de près Facebook, YouTube, TikTok et d'autres plateformes, et les obligent à bloquer géographiquement les contenus jugés critiques à l'égard du régime, en particulier lorsque les publications mentionnent des hauts dirigeants communistes¹.

« La libéralisation économique ne s'est pas accompagnée d'une véritable ouverture politique. »

02 · BACKGROUND ON VIETNAM

L'ascension de To Lam et l'État policier

Cette répression s'est considérablement intensifiée après que le général To Lam est devenu ministre de la Sécurité publique en 2016. Sous son autorité, le ministère a mis en place un appareil sécuritaire bien plus agressif et omniprésent. La surveillance numérique s'est accrue, les arrestations d'activistes se sont multipliées et les peines de prison sont devenues plus sévères. Les autorités ne visent plus uniquement les dissidents politiques traditionnels : les militants écologistes, les experts indépendants, les avocats, les représentants religieux et les citoyens ordinaires exprimant des opinions divergentes sont également devenus des cibles.

La situation est devenue encore plus alarmante depuis que To Lam a accédé au poste de secrétaire général du PCV, la fonction la plus puissante du régime, tout en occupant également la présidence. Cette concentration des pouvoirs a renforcé la personnalisation de l'appareil sécuritaire et accéléré la transformation du Vietnam en un État policier de facto. De nombreux postes clés sont désormais occupés par des responsables des forces de sécurité, notamment les généraux de police Luong Tam Quang et Nguyen Duy Ngoc, tous deux promus au Politburo.

Le parcours professionnel de To An Xo illustre particulièrement bien la fusion entre l'appareil sécuritaire, la diplomatie et la propagande. Au début des années 2000, il était en poste à New York et à Washington, D.C. sous le couvert d'un poste de journaliste pour l'Agence de presse vietnamienne. Il a ensuite été nommé consul du Vietnam à Houston vers 2014 avant de retourner au Vietnam en 2017 en tant que lieutenant-général, porte-parole et chef de cabinet au ministère de la Sécurité publique. Lorsque To Lam est devenu président de l'État en 2024, puis secrétaire général, To An Xo l'a rejoint en tant que conseiller principal et chef de cabinet.

Malgré ses engagements internationaux et sa volonté de se présenter comme un partenaire économique fiable, le gouvernement vietnamien continue de violer systématiquement les libertés fondamentales. L'absence de pluralisme politique, la subordination du pouvoir judiciaire, l'utilisation de la police comme instrument de contrôle politique et l'extension de la répression transnationale démontrent que le régime évolue vers un modèle de plus en plus autoritaire.

« Derrière l'image économique du pays se cache une réalité bien plus sombre. »

03

SECTION TROIS

Cas documentés

Cas

Pour illustrer la nature de la répression transnationale vietnamienne, ce rapport documente les récits de treize victimes, couvrant les dix catégories de répression perpétrées par Hanoï.

03 · CAS DOCUMENTÉS

Treize cas documentés

Chaque cas ci-dessous relève d’une ou plusieurs des dix catégories de répression transnationale perpétrée par le gouvernement vietnamien. Certains cas bien connus, tels que ceux de Truong Duy Nhat ou de Thai Van Duong, ne sont pas documentés séparément ici, car ils relèvent de la même catégorie que celle illustrée par Trinh Xuan Thanh.

Certains cas ont été anonymisés afin de protéger les personnes concernées et leurs familles contre d'éventuelles représailles de la part du gouvernement vietnamien.

VI CTI M	CI TI ZENSHI P	OCCURRENCE	CATÉGORIES TNR
Trinh Xuan Thanh	Vietnamien	Berlin, Allemagne · 2017	1
Y Quynh Bdap	Vietnamien	Bangkok, Thaïlande · 2025	1 9
Nguyen Ngoc Duc	Français	Phnom Penh, Cambodge · 2017	2
Le Trung Khoa	Allemand	Berlin, Allemagne · depuis 2017	2
Nguyen Van Dai	Vietnamien	Berlin, Allemagne · depuis 2023	2 6
Nguyen Van Trang	Vietnamien	Phnom Penh · Zurich · depuis 2017	2 5 6
Nguyen Dinh Thang	Américain	États-Unis · 2026	3
Pham Thi Lan	Australienne	Vietnam · Australie · 2014–2017	2 5
John Doe 1	Danois	Vietnam · 2024	4
John Doe 2	Vietnamien	Royaume-Uni · 2025	5
John Doe 3	Europe	Europe · 2025	7
Dang Thi Hue	Vietnam	Allemagne · depuis 2024	3 5
Le Chi Thanh	Vietnam	Bangkok, Thaïlande · 2026	8

- 1

Enlèvement, extradition et menaces de mort
- 3

Menaces judiciaires : INTERPOL / affaires montées de toutes pièces
- 5

Harcèlement et sanctions à l'encontre de la famille restée au pays
- 7

Pressions exercées par les ambassades, les fonctionnaires et les partisans
- 9

Sabotage des procédures d'asile orchestré par l'État

2

Menaces directes et surveillance à l'étranger

4

Harcèlement des membres de la diaspora en visite au Vietnam

6

Menaces numériques : piratage, logiciels espions, doxxing

8

Refus et conditions d'octroi des passeports et des documents

10

Campagnes de dénigrement dans les médias traditionnels et sur les réseaux sociaux



CATÉGORIES

01

Trinh Xuan Thanh

BERLIN, ALLEMAGNE · 2017

Ancien homme politique et dirigeant du secteur pétrolier vietnamien enlevé en plein jour dans le parc Tiergarten de Berlin par des agents des services de renseignement vietnamiens en 2017.

01 ENLÈVEMENTS, EXTRADITIONS ET MENACES DE MORT

PAYS D'ACCUEIL
Allemagne

ANNÉE
2017

CI TI ZENSHI P
Vietnam

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Aucun (ancien cadre de l'État)

STATUT
Emprisonné au Vietnam et condamné à la prison à vie

RÉSUMÉ

L'enlèvement de Trinh Xuan Thanh à Berlin en juillet 2017 reste le cas de répression transnationale vietnamienne le plus largement documenté au niveau international. À l'époque, Trinh Xuan Thanh, ancien dirigeant d'une entreprise publique et responsable du Parti communiste, résidait en Allemagne et avait demandé l'asile. Le 23 juillet 2017, il a été enlevé de force en plein jour dans le parc du Tiergarten à Berlin par des individus identifiés par la suite par les autorités allemandes comme étant des membres des services de renseignement vietnamiens et leurs complices ².

Le gouvernement allemand a publiquement condamné cette opération, la qualifiant de grave violation de la souveraineté allemande et du droit international. Les procureurs ont conclu que l'enlèvement avait été organisé par des agents des services de renseignement vietnamiens avec le soutien de personnel lié à l'ambassade du Vietnam à Berlin. Plusieurs participants ont ensuite été poursuivis en Allemagne pour espionnage et complicité dans l'enlèvement. En 2018, un tribunal berlinois a condamné un complice à trois ans et dix mois de prison pour avoir agi pour le compte des services de renseignement vietnamiens.

De nombreuses enquêtes médiatiques, procédures judiciaires et, par la suite, affaires pénales ont établi un lien entre cette opération et les plus hautes sphères de l'appareil de sécurité vietnamien. L'opération a eu lieu alors que le général To Lam dirigeait le ministère de la Sécurité publique du Vietnam. Il dirige aujourd'hui le pays en tant que secrétaire général du Parti communiste vietnamien et président du Vietnam.

Après son enlèvement, Trinh Xuan Thanh a refait surface au Vietnam et a été présenté par les médias d'État comme étant revenu de son plein gré pour se rendre, une affirmation rejetée par l'Allemagne et largement contestée par les observateurs internationaux. Il a ensuite été poursuivi dans le cadre de plusieurs procès pour corruption et condamné à la prison à perpétuité. Il est toujours incarcéré au Vietnam.



CATÉGORIES TN R C

01

09

Y Quynh Bdap

BANGKOK, THAÏLANDE · 2025

Un réfugié reconnu par le HCR et militant montagnard a été extradé de Thaïlande vers le Vietnam, en violation du principe de non-refoulement.

01 ENLÈVEMENT, EXTRADITION ET MENACES DE MORT

09 Sabotage des procédures d'asile orchestré par l'État

PAYS D'ACCUEIL
Thaïlande

ANNÉE
2025

CITOYEN
Vietnam

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Droits des peuples autochtones et liberté de religion

SITUATION
Emprisonné au Vietnam et condamné à 10 ans de prison

RÉSUMÉ

En novembre 2025, le militant montagnard Y Quynh Bdap a été extradé de force de Thaïlande vers le Vietnam. Bien que présentée officiellement comme une mesure administrative, cette expulsion s'est produite dans un contexte de pressions politiques persistantes qui auraient été exercées par Hanoï sur les autorités thaïlandaises. Cette affaire soulève de graves préoccupations quant au respect du principe de non-refoulement et des normes internationales en matière de protection des réfugiés.

Y Quynh Bdap, cofondateur de l'organisation non violente Montagnards Stand for Justice, était un réfugié reconnu par l'ONU en Thaïlande depuis 2019 et était en cours de réinstallation vers un pays tiers au moment de son extradition. Accusé à tort d'avoir participé à des attaques contre des bâtiments gouvernementaux à Dak Lak en 2023, Bdap a été jugé par contumace et condamné à dix ans de prison en janvier 2024 lors d'un procès collectif impliquant près de 100 personnes, qui a soulevé de graves préoccupations quant au respect des garanties d'un procès équitable.

La police thaïlandaise des services d'immigration l'a arrêté le 11 juin 2024, au lendemain d'un entretien qu'il avait eu avec des représentants canadiens à l'ambassade au sujet de sa demande d'asile, à la suite d'une demande d'extradition émanant du Vietnam. Le tribunal pénal de Bangkok a estimé qu'il existait des motifs suffisants pour l'extradition en septembre 2024, une décision confirmée par la cour d'appel le 26 novembre 2025. Sa famille et son représentant légal n'ont pas pu confirmer où il se trouvait pendant plusieurs jours, jusqu'à ce que son extradition soit confirmée le 29 novembre.

Des experts indépendants en droits de l'homme, dont plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations unies, estiment que cette extradition constitue une violation de la loi thaïlandaise contre la torture et des obligations internationales de la Thaïlande³. Y Quynh Bdap purge actuellement une peine de 10 ans d'emprisonnement au Vietnam.



02 MENACES DIRECTES ET SURVEILLANCE À L'ÉTRANGER

PAYS D'ACCUEIL

France (Cambodge)

ANNÉE

2017

NATIONALITÉ

Français

DOMAINE D'ACTION

Démocratie et liberté politique

STATUT

Sous traitement médical continu en France

CATÉGORIES

02

Nguyen Ngoc Duc

PHNOM PENH, CAMBODGE · 2017

Un citoyen français et haut responsable de Viet Tan a été victime d'une attaque à l'acide au Cambodge lors de la fête nationale du Vietnam, en 2017.

RÉSUMÉ

Le cas de Nguyen Ngoc Duc, citoyen français et haut responsable de Viet Tan, illustre la nature sophistiquée et intimidante de la répression transnationale visant les dissidents vietnamiens à l'étranger. Le 2 septembre 2017, jour de la fête nationale du Vietnam, Nguyen Ngoc Duc et plusieurs autres militants vietnamiens ont été victimes d'une attaque à l'acide au Cambodge. Le choix symbolique de cette date suggère fortement que l'attaque n'était pas fortuite, mais motivée par des raisons politiques et destinée à servir d'avertissement aux militants pro-démocratie. L'attaque a causé de graves blessures et contraint les victimes à se faire soigner d'urgence au Cambodge ⁴.

Les intimidations se seraient poursuivies après l'agression. Alors qu'il était hospitalisé, Nguyen Ngoc Duc a été approché par un individu prétendant avoir été envoyé par sa compagnie d'assurance française, qui lui a demandé l'autorisation de photographier l'ensemble de son corps, soi-disant à des fins d'assurance. De retour en France, il a découvert que son assureur n'avait jamais envoyé personne. Le véritable objectif de cet individu semblait être de documenter les conséquences physiques de l'attaque à titre d'« évaluation des dommages » pour le compte des responsables.

03 · CAS DOCUMENTÉS

Nguyen Ngoc Duc · suite

Quelques jours plus tard, Nguyen Ngoc Duc aurait reçu un SMS provenant d'un numéro vietnamien affirmant que l'attaque à l'acide avait été commanditée par un autre membre de Viet Tan. Ce type de désinformation vise à semer la méfiance, la suspicion et les divisions internes au sein des réseaux d'opposition à l'étranger. Pris ensemble, l'attaque, la visite suspecte à l'hôpital et la manipulation qui s'en est suivie reflètent un schéma plus large d'intimidation psychologique et de harcèlement dissimulé.



PREUVES DOCUMENTÉES : UN MILITANT REÇOIT DES SOINS POUR DE GRAVES BRÛLURES À L'ACIDE À LA SUITE DE L'ATTAQUE DE SEPTEMBRE 2017. PHNOM PENH, CAMBODGE, 2017.



02 MENACES DIRECTES ET SURVEILLANCE À L'ÉTRANGER

PAYS D'ACCUEIL
Allemagne

ANNÉE
2025

CITOYENNETÉ
Allemand

DOMAINE D'ACTION
Journalisme

STATUT
En exil, sous la protection de la police allemande

CATÉGORIES

02

Le Trung Khoa

BERLIN, ALLEMAGNE · DEPUIS 2017

Journaliste basé en Allemagne et fondateur du site d'information Thoibao.de, condamné par contumace à 17 ans de prison par un tribunal vietnamien.

RÉSUMÉ

Fondateur du média indépendant Thoibao.de, Le Trung Khoa dénonce depuis de nombreuses années la corruption, la répression politique et les luttes de pouvoir internes au sein du régime vietnamien. Il s'est fait connaître à l'échelle internationale en 2017 en tant que premier journaliste à avoir révélé l'enlèvement de Trinh Xuan Thanh à Berlin, une affaire qui a déclenché une grave crise diplomatique entre l'Allemagne et le Vietnam.

Depuis lors, Le Trung Khoa aurait été soumis à des menaces et à des pressions constantes liées à ses activités journalistiques. En décembre 2025, les autorités vietnamiennes l'ont jugé par contumace et condamné à 17 ans de prison pour « propagande contre le gouvernement », une accusation fréquemment utilisée pour réduire au silence les militants⁵. Bien qu'il soit désormais citoyen allemand, le gouvernement vietnamien a officiellement demandé aux autorités allemandes de l'arrêter et de l'expulser, ce qui est largement considéré comme une tentative d'étendre la répression politique vietnamienne sur le territoire allemand.

En raison de préoccupations légitimes en matière de sécurité, Le Trung Khoa vit actuellement sous protection policière permanente. Son cas illustre à quel point le gouvernement vietnamien est prêt à s'en prendre à des journalistes dissidents à l'étranger par le biais de harcèlement judiciaire, de pressions diplomatiques et d'intimidation, même lorsque ces personnes ont obtenu la citoyenneté et la protection juridique dans des États démocratiques.



TN R C CATÉGORIES

02

06

Nguyen Van Dai

BERLIN, ALLEMAGNE · DEPUIS 2023

Avocat des droits de l'homme en exil et cofondateur de la Fraternité pour la démocratie, condamné par contumace à 17 ans de prison par un tribunal vietnamien.

02 MENACES DIRECTES ET SURVEILLANCE À L'ÉTRANGER

06 Menaces numériques : piratage, logiciels espions, doxxing

PAYS D'ACCUEIL
Allemagne

ANNÉE
2025

CITOYENS
Vietnam

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Droits de l'homme et démocratie

STATUT
Sous protection de la police allemande

RÉSUMÉ

Avocat des droits de l'homme de renom et cofondateur de la Fraternité pour la démocratie, Nguyen Van Dai est depuis longtemps l'une des figures les plus marquantes du mouvement pro-démocratique au Vietnam. En 2015, il a été arrêté alors qu'il tentait de rencontrer des délégués de l'UE dans le cadre du dialogue annuel UE-Vietnam sur les droits de l'homme. Détenu au secret pendant deux ans et demi dans des conditions difficiles, il a été condamné en 2018 à 15 ans de prison et cinq ans d'assignation à résidence pour des faits liés à des « activités visant à renverser l'État ». En juin 2018, il a été libéré et s'est exilé en Allemagne.

Cependant, l'exil n'a pas mis fin à la campagne de répression à son encontre. En décembre 2025, Nguyen Van Dai a été jugé à nouveau, cette fois par contumace, et condamné à 17 ans de prison pour « propagande contre le gouvernement »⁵. Cette nouvelle peine s'ajoute à sa précédente condamnation de 15 ans, ce qui signifie que les autorités vietnamiennes continuent de le considérer comme une cible politique à long terme malgré son départ du pays plusieurs années auparavant. Cette décision a été largement perçue comme une mesure punitive et un avertissement à l'intention des militants en exil qui poursuivent leur action depuis l'étranger.

Contrairement à Le Trung Khoa, Nguyen Van Dai n'est pas encore citoyen allemand, ce qui rend sa situation particulièrement préoccupante. En raison de risques avérés pour sa sécurité, la police allemande lui aurait fourni un contact d'urgence direct lui permettant d'alerter immédiatement la police locale et fédérale en cas d'activité suspecte. Son cas illustre l'insécurité persistante à laquelle sont confrontés les dissidents vietnamiens en exil, ainsi que les inquiétudes des autorités européennes quant à la portée des opérations de sécurité vietnamiennes à l'étranger.



CATÉGORIES

02

05

06

Nguyen Van Trang

PHNOM PENH · ZURICH · DEPUIS 2017

Militant en exil victime d'une attaque à l'acide à Phnom Penh en 2017 et continuellement pris pour cible depuis son exil par le biais des médias, de pressions familiales et de mesures de surveillance.

RÉSUMÉ

Nguyen Van Trang est un militant vietnamien pour la démocratie et membre de la Fraternité pour la démocratie. Avant d'obtenir l'asile, il a été victime d'une attaque à l'acide à Phnom Penh, au Cambodge, en 2017, en même temps que son collègue militant Nguyen Ngoc Duc. En raison de ses activités politiques pacifiques, il a été persécuté au Vietnam et s'est vu accorder le statut de réfugié en Suisse ⁶.

Depuis qu'il bénéficie de cette protection, Nguyen Van Trang participe à des actions internationales de défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression. À la suite de ces activités, il a été confronté à une série de manœuvres de pression qui soulèvent des inquiétudes quant à l'emprise des autorités vietnamiennes au-delà de leurs frontières.

Ces mesures ont notamment consisté en des campagnes de harcèlement et de diffamation en ligne menées par le biais de sites web et de comptes sur les réseaux sociaux soutenant le gouvernement vietnamien. Le contenu comprenait des attaques personnelles, des calomnies politiques et des déformations de son travail en faveur des droits de l'homme, visant apparemment à le discréditer et à l'intimider.

02 MENACES DIRECTES ET SURVEILLANCE À L'ÉTRANGER

05 Harcèlement et représailles contre la famille restée au pays

06 Menaces numériques : piratage, logiciels espions, doxxing

PAYS D'ACCUEIL

Suisse

ANNÉE

depuis 2017

CITOYENS

Vietnam

DOMAINE D'ACTION

Droits de l'homme et démocratie

STATUT

En exil

03 · CAS DOCUMENTÉS

Nguyen Van Trang · suite

En novembre 2025, An Ninh TV, un média affilié au ministère vietnamien de la Sécurité publique, a rediffusé un avis de recherche initialement émis à son encontre en 2018, malgré l'absence de toute nouvelle évolution juridique annoncée publiquement. Le moment choisi coïncidait avec sa participation à des activités internationales de défense des droits humains, notamment des interventions devant des décideurs politiques.

Des pressions ont également été exercées sur ses proches au Vietnam. Des agents de sécurité ont rendu visite à plusieurs reprises aux membres de sa famille, ont cherché à obtenir des informations sur ses activités et les ont exhortés à le persuader de rentrer. Depuis 2025, sa famille a reçu deux documents officiels l'appelant à se rendre, l'avertissant qu'il ferait l'objet d'un « traitement strict conformément à la loi ».

De plus, Nguyen Van Trang a été averti par un citoyen suisse d'origine vietnamienne que des membres du personnel liés à l'ambassade du Vietnam en Suisse auraient cherché à obtenir des informations personnelles le concernant, notamment son adresse, son emploi et ses coordonnées.

La communication de ces informations lui a été présentée comme pouvant l'aider à obtenir un visa pour le Vietnam.

Bien qu'aucune agression physique n'ait été signalée en Suisse, la combinaison de harcèlement en ligne, de prises pour cible publiques par des médias affiliés à l'État, de pressions sur les membres de la famille, d'appels à se rendre et de tentatives de collecte d'informations personnelles suggère un schéma de répression transnationale s'étendant bien au-delà frontières du Vietnam.



CATÉGORIES TN R C

03

Nguyen Dinh Thang

ÉTATS-UNIS · 2026

Un citoyen américain et président de la BPSOS a été condamné par contumace à 11 ans de prison par un tribunal vietnamien sur la base d'accusations de terrorisme forgées de toutes pièces.

03 MENACES JURIDIQUES : INTERPOL / AFFAIRES FABRIQUÉES

PAYS D'ACCUEIL
États-Unis

ANNÉE
2026

CITOYENNETÉ
Américain

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Liberté de religion

STATUT
**Condamné par contumace ; résidant aux
États-Unis**

RÉSUMÉ

Le Dr Nguyen Dinh Thang est un citoyen américain et président de Boat People SOS (BPSOS), une organisation de défense des droits de l'homme basée en Virginie. Le 28 avril 2026, un tribunal de la province de Dak Lak a jugé le Dr Thang par contumace et l'a condamné à 11 ans de prison en vertu de l'article 299 du Code pénal⁷. Le gouvernement vietnamien a fabriqué de toutes pièces des accusations de terrorisme à son encontre, affirmant à tort qu'il avait utilisé BPSOS pour financer et diriger des groupes de défense des droits des populations autochtones impliqués dans les troubles de Dak Lak en 2023. Les principales organisations internationales de défense des droits de l'homme ont fermement condamné ce verdict, le qualifiant de représailles à motivation politique.

Cette affaire constitue un exemple flagrant d'abus de juridiction extraterritoriale, dans lequel un régime autoritaire utilise ses tribunaux nationaux pour criminaliser et prendre pour cible un citoyen étranger vivant en sécurité à l'étranger. Cette peine sévère est une mesure de représailles directe contre l'action internationale de défense des droits de l'homme menée par le Dr Thang, en particulier ses efforts pour protéger les minorités religieuses persécutées et son travail en faveur de Y Quynh Bdap, le réfugié montagnard extradé de force de Thaïlande vers le Vietnam. En prononçant cette peine, Hanoï vise à intimider la communauté internationale et à dissuader les ONG de documenter les violations des droits humains au Vietnam.



TN R C CATÉGORIES

02

05

Pham Thi Lan

VIETNAM · AUSTRALIE · 2014–2017

Enseignante et blogueuse qui s'est enfuie en Thaïlande en 2017 et a obtenu la nationalité australienne en 2023. Sa famille au Vietnam est toujours victime de harcèlement constant.

02 MENACES DIRECTES ET SURVEILLANCE À L'ÉTRANGER

05 Harcèlement et sanctions à l'encontre de la famille restée au pays

PAYS D'ACCUEIL

Australie

ANNÉE

2014

CITOYENSHI P

Australie

DOMAINE D'ACTION

Blog sur les mémoires, les droits civiques et la démocratie

STATUT

En exil en Australie

RÉSUMÉ

Pham Thi Lan (également connue sous le nom de blogueuse Moc Lan) a commencé à publier ses mémoires en tant qu'enseignante sur son blog en 2014. Cela a attiré l'attention de son école et de la police de sécurité, qui l'ont harcelée, elle et sa famille élargie. Elle a rejoint la Confrérie pour la démocratie en 2014 et en est aujourd'hui l'un des membres éminents. En 2017, elle s'est enfuie en Thaïlande pour y trouver refuge, laissant derrière elle sa famille, y compris son fils unique.

À partir de 2017, des tentatives ont été faites pour la retrouver par l'intermédiaire de son village natal. Les haut-parleurs du village annonçaient deux fois par jour qu'elle était une criminelle recherchée et dangereuse. Sa famille était constamment convoquée pour être interrogée, ce qui a entraîné une détresse émotionnelle et physique. La surveillance et les menaces se sont poursuivies en 2018, en particulier pendant le Nouvel An lunaire. À partir de 2019, sa famille et sa famille élargie ont commencé à rencontrer des difficultés pour subvenir à leurs besoins, leurs lieux de travail faisant l'objet de harcèlement, une situation qui perdure encore aujourd'hui.

En mai 2025, sa mère a reçu des menaces selon lesquelles Lan pourrait être kidnappée comme l'avait été Trinh Xuan Thanh si elle continuait à travailler à l'étranger. Sa sœur et son frère ont commencé à faire face à des batailles juridiques concernant des accusations fiscales et autres. Même la famille de son ancien partenaire a été convoquée pour être interrogée, pas plus tard qu'en avril 2026.

Entre-temps, depuis la Thaïlande, elle s'est rendue en Australie et a demandé l'asile en novembre 2018. Elle a obtenu le statut de résidente permanente en 2021 et la citoyenneté australienne en 2023. À ce jour, sa famille au Vietnam continue de faire face à des menaces pesant sur sa stabilité financière et à un harcèlement constant.



04 HARCÈLEMENT DE LA DIASPORA EN VISITE AU VIETNAM

PAYS D'ACCUEIL
Danemark

ANNÉE
2024

NATIONALITÉ
Danois

DOMAINE D'ACTIVITÉ
Activités communautaires de la diaspora

STATUT
**Refus d'entrée et interdiction de séjour
au Vietnam**

CATÉGORIES TN R C

04

John Doe 1

VIETNAM · 2024

Un citoyen danois a été détenu arbitrairement pendant 11 heures au Vietnam, interrogé et expulsé de force à cause d'une photo prise lors d'un rassemblement pacifique au Danemark.

RÉSUMÉ

John Doe 1, un citoyen danois, a été interpellé au contrôle frontalier à son arrivée au Vietnam. Il a été conduit dans un bureau du service de l'immigration et soumis à un interrogatoire de six heures par des agents de sécurité.

Les autorités ont accusé ce citoyen danois d'appartenir à Viet Tan, un groupe pro-démocratie qualifié d'organisation terroriste par Hanoï. À titre de « preuve », les agents ont présenté des photos de surveillance montrant l'individu participant à une manifestation pacifique au Danemark.

Bien qu'il ait nié ces accusations, l'individu a été détenu pendant cinq heures supplémentaires, son passeport a été confisqué par un agent qui avait initialement menti en prétendant ne pas en être en possession, et il a été expulsé de force et raccompagné au Danemark.

Cette affaire illustre de manière frappante le recours du Vietnam à la surveillance transfrontalière et aux contrôles de mobilité à l'encontre des ressortissants étrangers. En surveillant une manifestation pacifique à des milliers de kilomètres de là, dans les rues du Danemark, le régime a démontré sa capacité à suivre la diaspora à l'échelle mondiale, puis a utilisé ces renseignements à ses frontières pour refuser l'entrée, interroger et expulser un citoyen européen pour avoir exercé sa liberté d'expression à l'étranger.

Cette tactique constitue une forme grave d'intimidation, suggérant que des activités protégées dans leur pays d'origine peuvent néanmoins entraîner une détention arbitraire ou des représailles lors d'un voyage au Vietnam.



05

**HARCÈLEMENT ET SANCTIONS À
L'ENCONTRE DE LA FAMILLE AU
PAYS**

PAYS D'ACCUEIL
Royaume-Uni

ANNÉE
2025

CITOYEN
Vietnam

DOMAINE D'ACTION
Droits de l'homme

STATUT
Famille prise pour cible au Vietnam

CATÉGORIES

05

John Doe 2

ROYAUME-UNI · 2025

Harcèlement à l'encontre de la famille d'un militant des droits de l'homme vivant au Royaume-Uni à la suite de sa participation à une manifestation pacifique.

RÉSUMÉ

John Doe 2 a participé, le 4 mai 2025, à une manifestation publique au Royaume-Uni commémorant la chute de Saigon le 30 avril 1975. Cet événement a rassemblé un grand nombre de participants et a constitué un exercice pacifique de la liberté d'expression et de réunion.

À la suite de la manifestation, des comptes sur les réseaux sociaux basés au Vietnam ont publié des photos de John Doe 2 prises pendant l'événement. Ces comptes ont également partagé des photos de sa femme et de ses enfants, qui résident au Vietnam. Ces images ont été utilisées dans le cadre de campagnes en ligne visant à stigmatiser, diffamer et intimider la famille, en encourageant la condamnation publique, le boycott social et le harcèlement.

Les répercussions se sont étendues au-delà des réseaux sociaux. Selon le témoignage, des enseignants de l'école de ses enfants ont fait circuler des photos de John Doe 2 prises lors de la manifestation, ainsi que des photos de sa femme et de ses enfants, et ont présenté la famille comme opposée à l'État vietnamien. En conséquence, ses enfants ont été victimes d'insultes et d'agressions physiques de la part de leurs camarades de classe. Sa femme aurait été mise au ban de la société, insultée publiquement et convoquée par la police locale pour être interrogée.

Plusieurs personnalités influentes des réseaux sociaux au Vietnam ont amplifié la campagne, contribuant à un climat d'hostilité, d'humiliation publique et d'intimidation. Outre John Doe 2, plusieurs autres familles font état d'événements similaires⁸. Ce cas illustre comment une participation pacifique à une manifestation publique hors du Vietnam peut entraîner des représailles contre des proches restés dans le pays.



07

**PRESSIONS EXERCÉES PAR
LES AMBASSADES, LES
FONCTIONNAIRES ET LES
PARTISANS**

PAYS D'ACCUEIL

Europe

ANNÉE

2025

CITOYENS

Europe

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Activités de la communauté de la
diaspora

STATUT

En cours

CATÉGORIES

07

John Doe 3

EUROPE · 2025

L'accès aux visas est utilisé comme moyen de pression pour contraindre une personnalité de la diaspora à servir d'informateur contre des membres de sa communauté.

RÉSUMÉ

John Doe 3 est un citoyen européen né au Vietnam qui vit en Europe depuis plusieurs décennies. C'est une figure bien connue au sein de la diaspora vietnamienne et il participe activement à l'organisation communautaire depuis de nombreuses années. Il est marié à une ressortissante vietnamienne qui a récemment émigré en Europe, et le couple se rend régulièrement au Vietnam pour entretenir les liens familiaux.

Souhaitant faciliter ces visites fréquentes, John Doe 3 a contacté l'ambassade du Vietnam dans son pays de résidence pour demander un visa de longue durée. Selon son témoignage, les fonctionnaires de l'ambassade l'ont informé que le visa ne lui serait accordé que s'il acceptait de fournir des informations sur les membres de la diaspora vietnamienne. Les fonctionnaires se seraient intéressés aux militants, notamment aux personnes récemment réinstallées en provenance de Thaïlande.

Les informations demandées comprenaient des détails sur les activités des organisations de la diaspora ainsi que des données personnelles concernant des individus perçus comme des détracteurs du gouvernement vietnamien : leurs adresses, numéros de téléphone, adresses e-mail, professions et réseaux sociaux. Les fonctionnaires de l'ambassade auraient clairement indiqué que sa demande ne serait pas approuvée s'il ne coopérait pas.

John Doe 3 a refusé de fournir les informations demandées. Les pressions ne se sont pas arrêtées là. Lors de voyages ultérieurs au Vietnam, la police locale l'a convoqué à plusieurs reprises à des « séances de travail », l'interrogeant sur la diaspora vietnamienne en Europe et l'encourageant à nouveau à coopérer en fournissant des informations sur les militants et les membres de la communauté à l'étranger.



CATÉGORIES

03

05

Dang Thi Hue

ALLEMAGNE · DEPUIS 2024

Une militante des droits civiques (la blogueuse Hue Nhu) a fait l'objet de demandes vietnamiennes adressées à INTERPOL/Europol, tandis que sa famille au Vietnam subissait un harcèlement policier continu.

03 MENACES JURIDIQUES : INTERPOL / AFFAIRES FABRIQUÉES

05 Harcèlement et punitions infligées à la famille à la maison

PAYS D'ACCUEIL

Allemagne

ANNÉE

2024–2026

CITOYEN

Vietnam

DOMAINE D'ACTION

Droits civiques, lutte contre la corruption et liberté d'expression

STATUT

En exil

RÉSUMÉ

Dang Thi Hue, également connue sous le nom de blogueuse Hue Nhu, est une ancienne enseignante et défenseure des droits du travail qui a milité contre la corruption et pour les droits des travailleurs au Vietnam. En octobre 2019, elle a été arrêtée puis condamnée à trois ans et trois mois de prison pour « trouble à l'ordre public ». Après sa libération en 2023, elle a continué à s'exprimer ouvertement. Après avoir reçu des menaces de nouvelle arrestation, elle a fui le Vietnam et s'est réfugiée en Thaïlande en mai 2024.

Bien qu'elle ait été reconnue comme réfugiée en Thaïlande par le HCR, elle est restée une cible. Le 24 octobre 2024, la police a perquisitionné le domicile de ses parents au Vietnam, sous prétexte de rechercher des effets personnels liés à leur fille. L'opération a été filmée

par les caméras de sécurité de la résidence familiale, alors qu'elle vivait déjà hors du Vietnam depuis plusieurs mois.

Les autorités vietnamiennes ont ensuite exercé des pressions sur sa famille. En mars et mai 2025, la police a émis des citations à comparaître lui ordonnant de se présenter pour un interrogatoire dans la province de Thai Binh, tout en sachant parfaitement qu'elle ne se trouvait plus au Vietnam. Les citations ont été remises au domicile de ses parents, les soumettant ainsi à une pression directe. De telles actions semblent moins destinées à garantir sa comparution qu'à rappeler aux membres de sa famille qu'ils restaient sous la surveillance des autorités⁹.

03 · CAS DOCUMENTÉS

Dang Thi Hue · suite

En juin 2025, Dang Thi Hue s'est vu accorder le statut de réfugiée politique en Allemagne. Néanmoins, la pression judiciaire s'est intensifiée. Le 28 octobre 2025, la police de la province de Hung Yen a émis un mandat d'arrêt en vertu de l'article 117 du Code pénal, qui criminalise la « propagande contre l'État ». Le moment choisi, alors qu'elle avait déjà obtenu la protection en tant que réfugiée à l'étranger, soulève de sérieuses inquiétudes quant à l'utilisation de procédures pénales pour poursuivre une opposante politique au-delà des frontières du Vietnam.

La dimension transnationale est devenue encore plus évidente le 9 avril 2026, lorsque les autorités allemandes l'ont informée que le Vietnam avait officiellement demandé son arrestation et son expulsion. La demande a été rejetée par les autorités allemandes, qui ont reconnu son statut de réfugiée protégée. Néanmoins, cette tentative démontre la volonté du Vietnam d'utiliser les mécanismes internationaux de coopération policière et judiciaire pour obtenir le retour d'une réfugiée politique.

Les signalements de harcèlement se sont poursuivis au-delà des mesures juridiques formelles. En mai 2026, le propriétaire de son appartement loué aurait reçu des appels téléphoniques répétés provenant d'un numéro semblant être associé au consulat vietnamien à Francfort ; lorsqu'il répondait, personne ne parlait. Bien que leur objectif reste incertain, ces appels ont contribué à créer un climat d'intimidation autour de son domicile.

Depuis qu'elle a quitté le Vietnam en mai 2024, Dang Thi Hue est également victime d'un harcèlement en ligne incessant. Elle a reçu un grand nombre de messages injurieux et menaçants, tandis que des images de nudité fabriquées de toutes pièces à l'aide de l'intelligence artificielle ont été diffusées dans le but manifeste de la discréditer et de l'humilier. Ces abus se sont étendus à ses parents au Vietnam.

Considérées dans leur ensemble, ces actions suggèrent l'existence d'une répression transnationale visant à réduire au silence une militante pacifique au-delà des frontières du Vietnam.



08 REFUS ET CONDITIONNEMENT DES PASSEPORTS ET DES DOCUMENTS

PAYS D'ACCUEIL
Thaïlande

ANNÉE
2026

CI TI ZENSHI P
Vietnam

DOMAINE D'ACTION
Lutte contre la corruption ; responsabilité
de la police ;
liberté d'expression

STATUT
**En détention (Centre de détention de Suan
Phlu, Bangkok)**

CATÉGORIES TN R C

08

Le Chi Thanh

BANGKOK, THAÏLANDE · 2026

Militant anti-corruption et ancien policier dont le passeport valide (expirant en 2031) a été arbitrairement annulé depuis l'étranger sans préavis.

RÉSUMÉ

Le Chi Thanh est un militant anti-corruption vietnamien et ancien policier qui a utilisé les réseaux sociaux pour dénoncer des abus au sein des forces de l'ordre. En avril 2021, il a été arrêté à la suite d'un contrôle routier à Thu Duc City, puis condamné à deux ans de prison pour « résistance à des agents de la force publique ». En janvier 2022, il a été condamné à une peine supplémentaire de trois ans en vertu de l'article 331 pour des publications sur Facebook critiquant les autorités. Il aurait subi des mauvais traitements pendant sa détention, a été libéré en 2025, puis quitté le Vietnam.

Il est entré légalement en Thaïlande avec un passeport vietnamien valide expirant en 2031 et a ensuite obtenu un permis de travail thaïlandais. Cependant, en mars 2026, les autorités vietnamiennes auraient annulé son passeport sans préavis, invalidant ainsi son statut légal. Peu après, la police thaïlandaise de l'immigration l'a arrêté et placé au centre de détention de l'immigration, où il risquait l'expulsion ¹⁰.

03 · CAS DOCUMENTÉS

Le Chi Thanh · suite

Registre des incidents

DATE	MÉTHODE TNR	DESCRIPTION
Avant le 6 mars 2026	Annulation du passeport	Les autorités vietnamiennes auraient annulé le passeport de Le Chi Thanh sans préavis, invalidant ainsi son visa et le laissant sans statut légal en Thaïlande.
6 mars 2026	Mesures d'immigration du pays d'accueil	La police thaïlandaise de l'immigration l'a arrêté à son domicile dans la province de Pathum Thani et l'a placé en détention au centre de détention de l'immigration de Suan Phlu, à Bangkok.
Mars 2026	Accès de l'ambassade aux détenus	Des membres du personnel de l'ambassade du Vietnam lui auraient rendu visite pendant sa détention au centre de détention.
En cours	Pressions diplomatiques en vue de l'expulsion	Les autorités vietnamiennes auraient exercé des pressions sur les autorités thaïlandaises afin de faciliter son expulsion vers le Vietnam.

04

SECTION QUATRE

Recommandations

Mesures concrètes à l'intention des gouvernements, des institutions internationales et des plateformes technologiques pour lutter contre la répression transnationale vietnamienne et protéger les personnes qu'elle vise.

04 · RECOMMANDATIONS

À l'intention des gouvernements et des États d'accueil

A Aux gouvernements et aux États d'accueil

- Reconnaître publiquement la répression transnationale vietnamienne comme une menace inacceptable pour les droits de l'homme, la protection des réfugiés et la souveraineté nationale, et l'inclure dans toutes les réunions bilatérales avec les autorités vietnamiennes.
- Renforcer les mécanismes de protection des dissidents, des demandeurs d'asile, des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme vietnamiens vivant en exil, en particulier ceux identifiés comme des cibles à haut risque, notamment par le biais d'une protection policière et d'une assistance en matière de sécurité.
- Mettre en place des mécanismes de signalement dédiés permettant aux personnes visées de signaler en toute sécurité les menaces, la surveillance, le harcèlement ou les activités suspectées d'ingérence étrangère.
- Mener des enquêtes pénales sur les individus, les intermédiaires ou les réseaux organisés soupçonnés d'agir pour le compte des autorités vietnamiennes afin d'intimider, de surveiller, d'agresser ou de réduire au silence les dissidents dans les pays d'accueil.
- Renforcer la surveillance des groupes non officiels pro-régime ou des individus soupçonnés de manière crédible de coordonner des campagnes d'intimidation contre des membres de la diaspora vietnamienne pour le compte de Hanoï.
- Refuser de coopérer avec les demandes d'extradition à motivation politique ou les accusations criminelles fabriquées de toutes pièces émanant des autorités vietnamiennes.
- Renforcer l'examen des demandes et des avis concernant des dissidents vietnamiens dans le cadre de mécanismes tels qu'INTERPOL et les cadres régionaux de coopération policière, afin de prévenir les abus à des fins politiques.
- Fournir des visas d'urgence, des voies de réinstallation ou des mesures de protection temporaire aux militants confrontés à des menaces imminentes dans des pays de transit tels que la Thaïlande ou le Cambodge.
- Imposer des conséquences diplomatiques, des sanctions ciblées ou des restrictions en matière de visas à l'encontre des responsables vietnamiens impliqués de manière crédible dans des actes de répression transnationale ou des violations des droits de l'homme à l'étranger.

04 · RECOMMANDATIONS

À l'intention des institutions et des plateformes

B**Aux organisations internationales et aux mécanismes de défense des droits de l'homme**

- Encourager les Nations Unies, les rapporteurs spéciaux concernés et les organismes régionaux de défense des droits humains à documenter systématiquement et à rendre compte publiquement des pratiques de répression transnationale du Vietnam.
- Exhorter le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à renforcer les mécanismes de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile vietnamiens confrontés à des menaces transfrontalières.
- Élaborer des lignes directrices internationales et des cadres de responsabilité pour lutter contre la répression transnationale menée par l'État, y compris l'utilisation abusive des missions diplomatiques et des systèmes de police internationaux.
- Faciliter le partage d'informations entre les gouvernements, les ONG, les journalistes et les experts en sécurité numérique concernant les nouvelles tactiques de répression transnationale vietnamiennes.

C**Aux plateformes technologiques et aux fournisseurs de services numériques**

- Enquêter sur les campagnes coordonnées de harcèlement, de doxxing, de déploiement de logiciels espions et de désinformation liées aux réseaux vietnamiens pro-gouvernementaux.
- Améliorer les mécanismes d'intervention rapide pour les militants victimes de menaces de mort en ligne, de campagnes d'usurpation d'identité ou d'attaques numériques coordonnées.
- Accroître la transparence concernant les opérations d'influence liées à l'État ciblant les communautés de la diaspora vietnamienne.

05 · SOURCES

Sources et documentation

Ce rapport s'appuie sur des dossiers judiciaires, des déclarations d'organismes internationaux de défense des droits de l'homme et des reportages indépendants. Les références citées dans le texte correspondent aux entrées numérotées ci-dessous.

-
- 01** Tan, Rebecca. « Facebook a contribué à instaurer la liberté d'expression au Vietnam. Aujourd'hui, il contribue à la museler. » *The Washington Post*. 19 juin 2023.
<https://www.washingtonpost.com/world/2023/06/19/facebook-meta-vietnam-government-censorship/>
-
- 02** Connolly, Kate. « L'Allemagne accuse le Vietnam d'avoir enlevé un homme d'affaires à Berlin. » *The Guardian*. 6 août 2017.
<https://www.theguardian.com/world/2017/aug/06/germany-accuses-vietnam-of-abducting-businessman-from-berlin>
-
- 03** « Thaïlande : selon des experts, une décision de justice met en danger un défenseur des droits de l'homme s'il est extradé vers le Vietnam ». *HCDH des Nations unies*. 16 octobre 2024.
<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2024/10/thailand-court-ruling-puts-human-rights-defender-danger-if-extradited-viet>
-
- 04** RFA Vietnam. « Les services de sécurité vietnamiens accusés d'attaquer l'opposition à l'étranger (Vietnamese security » [Les forces] sont accusées d'avoir attaqué des groupes d'opposition à l'étranger. » *Radio Free Asia*. 18 septembre 2017.
https://www.rfa.org/vietnamese/in_depth/vietnam-opponent-acc-attacked-09182017140214.html
-
- 05** AFP. « Deux militants pro-démocratie vietnamiens condamnés par contumace pour activités « anti-étatiques ». » *Barron's*. 31 décembre 2025.
<https://www.barrons.com/news/two-vietnam-pro-democracy-activists-convicted-in-absentia-for-anti-state-activities-3f52a568>
-
- 06** Nguyen Van Trang. « Répression sans frontières : la longue main du régime vietnamien avec Nguyen Van Trang ». *Sommet de Genève pour les droits de l'homme et la démocratie*. 18 février 2025.
<https://genevasummit.org/speech/borderless-repression-the-long-reach-of-vietnams-regime/>
-
- 07** « Condamnation de la peine draconienne de 11 ans prononcée par le Vietnam contre un défenseur américain des droits de l'homme et partenaire de la société civile du RWCHR. » *Centre Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme*. 29 avril 2026.
<https://www.raoulwallenbergcentre.org/en/news/2026-04-29>
-

05 · SOURCES

Sources et documentation · suite

-
- 08** Công an tỉnh Nghệ An (Sécurité publique de la province de Nghe An). « La police de Nghe An a convoqué 18 familles dont les enfants ont participé à des manifestations antigouvernementales au Royaume-Uni. » *VietHome*. 11 mai 2025.
<https://viethome.co.uk/tin-tuc/nguoi-viet-hai-ngoai/75833-cong-an-nghe-an-trieu-tap-18-gia-dinh-co-con-em-bieu-tinh-phan-dong-tai-anh>
-
- 09** Palatino, Mong. « Du Vietnam à Genève, la militante Hue Nhu se bat pour la liberté et la dignité humaine. » *Global Voices*. 18 mars 2026.
<https://globalvoices.org/2026/03/18/from-vietnam-to-geneva-activist-hue-nhu-fights-for-freedom-and-human-dignity/>
-
- 10** « Thaïlande : une militante vietnamienne détenue risque l'expulsion. » *Amnesty International*. 14 avril 2026.
<https://www.amnesty.org/en/documents/asa39/0889/2026/en/>
-

À PROPOS DE VIET TAN

La mission de Viet Tan est de mettre fin à la dictature, de jeter les bases d'une démocratie durable et de réclamer justice et respect des droits humains pour le peuple vietnamien par le biais d'une lutte non violente fondée sur la participation citoyenne.

Viet Tan compte des membres et des sympathisants dans tout le Vietnam et au sein des communautés vietnamiennes du monde entier. Nos membres représentent un échantillon représentatif du pays et de la diaspora.

Nous sommes l'avocat à Hanoï, le blogueur à Saigon, l'agriculteur du delta du Mékong, le médecin à Sydney, l'étudiant universitaire en Californie et le retraité à Paris.

Parmi nos membres figurent des prisonniers d'opinion connus et des personnes qui ont sacrifié leur vie pour un Vietnam libre.

Viet Tan mène des actions visant à autonomiser le peuple vietnamien. Plus précisément, nous cherchons à faire reculer les restrictions existantes qui pèsent sur des droits humains fondamentaux : la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de réunion. Ces libertés fondamentales sont les piliers d'une société civile.

 facebook.com/viettan

 [@viettan](https://twitter.com/viettan)

 [@dangviettan](https://www.instagram.com/dangviettan)

viettan.org
media@viettan.org



**La répression n'a pas
de frontières. La
responsabilité ne
devrait pas en avoir
non plus.**

Avec des membres au Vietnam et dans le monde entier, Viet Tan vise à instaurer la démocratie et à réformer le pays par des moyens pacifiques.